

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne

Angoulême, le 24/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/03/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SAS Ferme éolienne de la Besse

1 rue des Arquebusiers
67000 Strasbourg

Références : 2026_473_UbD16-86_Env
Code AIOT : 0003104021

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/03/2026 dans l'établissement SAS Ferme éolienne de la Besse implanté La Chevalerie 16310 Cherves-Châtelars. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit dans le cadre de la reprise du chantier de construction du parc éolien de la Besse (Cherves-Châtelars et Lésignac-Durand, Charente).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAS Ferme éolienne de la Besse
- La Chevalerie 16310 Cherves-Châtelars
- Code AIOT : 0003104021
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La SAS ferme éolienne de la Besse, dont le siège social est au 1 rue des Arquebusiers 67000 Strasbourg, est une filiale de la société VOLKSWIND France. La SAS ferme éolienne de la Besse est autorisée, par arrêté préfectoral du 9 mars 2020, à construire et exploiter un parc éolien composé de trois éoliennes et d'un poste de livraison sur les communes de Cherves-Chatelars et de Lésignac-Durand.

Le parc, dont le chantier de construction était en cours, a fait l'objet d'un arrêté préfectoral du 14 août 2025 de mise en demeure de respecter des prescriptions techniques et prescrivant des mesures d'urgence.

Cette visite fait suite à celle du 25 février 2026 et a été réalisée de façon inopinée, pour vérifier notamment l'arrêt du pompage de l'eau de la fondation de l'éolienne E2.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante.

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	préservation du milieu naturel	AP de Mesures d'Urgence du 14/08/2025, article 1.3.2	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
2	fondations en eau des trois éoliennes	AP de Mise en Demeure du 14/08/2025, article 1.1.5	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	5 jours
3	Élagage d'arbres	AP du 09/03/2020, article 7.2	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette visite inopinée du chantier de construction du parc éolien de la Besse a permis de faire le constat de l'arrêt du pompage de l'eau de la fondation de l'éolienne E2 – arrêt sur lequel s'était engagé le développeur par lettre à l'inspection du 11 mars 2026.

Des batraciens dans et proches des fondations en eau des trois éoliennes ont été observés.

Des émanations olfactives de gasoil ont été relevées sur la base de vie, près du groupe électrogène, où des traces de pollution susceptibles d'avoir contaminé les sols et sous-sols par la diffusion d'hydrocarbures avaient été constatées lors de l'inspection initiale du 29 juillet 2025. L'élimination et le traitement de toute trace de pollution a fait l'objet de l'article 1.3.2 de l'arrêté préfectoral du 14 août 2025 portant mise en demeure et prononçant des mesures d'urgence. L'exploitant avait indiqué que la gestion des terres contaminées était effective mais cela ne semble pas être totalement le cas totalement.

Enfin, il est constaté que l'élagage de chênes a été réalisé et que, pour quelques-uns, d'entre-eux des branches de section importante ont été tronçonnées, sans toujours avoir conservé leur silhouette propre – un chêne se présente tel un squelette.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : préservation du milieu naturel

Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 14/08/2025, article 1.3.2

Thème(s) : Risques chroniques, fuite d'hydrocarbure bas de vie

Prescription contrôlée

Arrêté préfectoral du 14 août 2025 de mise en demeure de respecter des prescriptions techniques et prescrivant des mesures d'urgence, article 1.3.2

1.3.2 L'exploitant indique, **sous un mois à compter de la notification du présent arrêté**, et préalablement à toute reprise du chantier, les mesures envisagées, associées de leurs justificatifs, de nature à garantir les intérêts protégés par l'article L. 511-1 du code de l'environnement, en particulier la protection des sols et des sous-sols possiblement affectés par la diffusion d'hydrocarbures.

Demande lors de l'inspection du 25 février 2026

Il est demandé à l'exploitant, **sous 15 jours**

- de prendre les mesures nécessaires pour éliminer et traiter toute trace de pollution susceptible d'avoir contaminé les sols et sous-sols par la diffusion d'hydrocarbures
- de justifier les volumes et quantités de terres excavées et fournir les bons d'enlèvement de ces terres vers les filières de traitement adaptées (bordereau de suivi de déchets).

Constats

L'inspection du 25 février 2026 a montré que les mesures nécessaires à l'élimination et au traitement des traces de pollution susceptibles d'avoir contaminé les sols et sous-sols proches du groupe électrogène par la diffusion d'hydrocarbures, n'avaient pas encore été déployées. Ce constat a conduit l'inspection à proposer au préfet la signature d'un arrêté prononçant une amende administrative – arrêté signé le 20 mars 2026.

Au cours de l'échange téléphonique du 4 mars 2026 avec l'exploitant, celui-ci a indiqué avoir retiré environ ~ 4 m³ de terres polluées (~ 10 m² sur ~ 40 cm de profondeur).

La présente inspection dresse le constat suivant

- le sol au droit, et proche, de la zone du groupe électrogène montre un terrain régalié (cf. photographies ci-dessous)
- aucune trace d'affouillement récent n'est visible, ni même perceptible
- des émanations olfactives de gasoil sont relevées.

De ces constats, l'inspection considère que la gestion des terres contaminées n'a pas été réalisée dans sa totalité.

3 octobre 2025



25 février 2026



Base de vie Zone contaminée du groupe électrogène, les 3 octobre 2025, 25 février et 17 mars 2026

17 mars 2026



Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat

Il est demandé à l'exploitant, **sous 15 jours**

- de décrire et justifier les actions réalisées et les mesures prises pour éliminer et traiter toute trace de pollution susceptible d'avoir contaminé les sols et sous-sols par la diffusion d'hydrocarbures
- de justifier les volumes et quantités de terres excavées et fournir les bons d'enlèvement et/ou bordereaux de suivi de déchets) de ces terres vers les filières de traitement adaptées.

Suivant ce même délai, l'exploitant réalise les mesures complémentaires requises pour éradiquer toutes les terres contaminées de sorte qu'aucun résidu hydrocarboné ne soit présent dans les sols ou en surface.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 15 jours

N° 2 : fondations en eau des trois éoliennes

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 14/08/2025, article 1.1.5

Thème(s) : Risques chroniques, pollution des eaux

Prescriptions contrôlées

Arrêté préfectoral du 14 août 2025 de mise en demeure de respecter des prescriptions techniques et prescrivant des mesures d'urgence, article 1.1.5

1.1.5 L'exploitant détaille, **sous un mois à compter de la notification du présent arrêté**, les modalités envisagées pour une reprise du chantier, notamment pour le pompage et l'évacuation des eaux actuellement présentes dans les fondations des trois éoliennes. Une étude hydrogéologique, préalable à toute reprise des travaux, est menée pour définir les modalités de reprise du chantier et les dispositions à prendre pour éviter de générer une résurgence de nappe lors de la poursuite des travaux relatifs aux fondations des éoliennes.

Arrêté préfectoral n° 16-2025-12 16-00003 du 16 décembre 2025



Direction départementale
des territoires

Arrêté n° 16-2025-12-16-00003
portant prescriptions spécifiques à déclaration
au titre de l'article L.214-3 du Code de l'environnement
concernant des opérations de pompage de rabattement temporaire de nappe
phréatique avec rejet sur le sol dans le cadre des travaux d'implantation des
fondations des 3 éoliennes d'un projet de ferme éolienne, communes de CHERVES-
CHÂTELARS et LÉSIGNAC-DURAND

Arrêté préfectoral du 14 août 2025 de mise en demeure de respecter des prescriptions techniques et prescrivant des mesures d'urgence

Article 2.2 Barrière anti-amphibiens

L'exploitant installe, **sous une semaine à compter de la notification du présent arrêté**, une barrière anti-amphibiens adaptée et efficace afin de limiter l'accès des animaux aux fondations des éoliennes.

Code de l'environnement, article L. 411-1

I. - Lorsqu'un intérêt scientifique particulier ou que les nécessités de la préservation du patrimoine naturel justifient la conservation de sites d'intérêt géologique, d'habitats naturels, d'espèces animales non domestiques ou végétales non cultivées et de leurs habitats, sont interdits :

1° La destruction ou l'enlèvement des œufs ou des nids, la mutilation, la destruction, la capture ou l'enlèvement, la perturbation intentionnelle, la naturalisation d'animaux de ces espèces ou, qu'ils

soient vivants ou morts, leur transport, leur colportage, leur utilisation, leur détention, leur mise en vente, leur vente ou leur achat [...]

Constats

1) Aucune opération de pompage de l'eau des fondations des éoliennes n'est constatée le jour de cette inspection.

2) Des éléments du dispositif de pompage de l'eau subsistent près de la fondation de l'éolienne E1. Aucun élément similaire n'est présent près de la fondation de l'éolienne E3.

L'ensemble du dispositif de pompage de l'eau de la fondation de l'éolienne E2 réside encore sur site. En revanche, les tuyaux sont déconnectés des pompes.

3) Les fondations des éoliennes E1 et E3 sont pleines (cf. photographies ci-dessous). Le niveau en eau de la fondation de l'éolienne E2 a diminué suite au pompage réalisé entre le 25 février et le 5 mars 2026 (cette date d'arrêt du pompage est indiquée dans la lettre du 11 mars 2026 de Volkswind).

4) Les barrières anti-amphibiens des éoliennes E1 et E2 sont intègres. Celles de l'éolienne E3 montrent deux trous de passage.

5) Plusieurs batraciens sont observés

- trois pour l'éolienne E1 (un dans l'eau, deux dans l'herbe, près du bord de la fondation)
- quatre dans l'eau pour l'éolienne E2
- six pour l'éolienne E3 (cinq dans l'eau et une dans l'herbe ; voir photographie *infra*).

6) Enfin, des clôtures sont installées pour interdire l'accès aux fondations et à la base de vie.



Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat

Il est demandé à l'exploitant, **sous 15 jours**, et tel que prescrit par l'arrêté préfectoral de mesures d'urgence du 20 mars 2026

- de retirer physiquement des zones proches des fondations, les dispositifs et équipements de pompage (tuyaux, pompes...)
- de consigner les installations électriques dédiées à ces dispositifs et équipements.

Il est également demandé à l'exploitant, **sous 5 jours**, de redonner à la barrière anti-amphibiens de l'éolienne E3 son intégrité sur l'ensemble du périmètre et ce, pour limiter le développement et l'installation de batraciens en son sein.

L'exploitant transmet à l'inspection les justificatifs de ses actions.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 5 et 15 jours

N° 3 : élagage d'arbres

Référence réglementaire : AP du 09/03/2020, article 7.2
Thème(s) : Risques accidentels, intégrité de chênes
Prescription contrôlée <i>Arrêté préfectoral d'autorisation du 9 mars 2020, article 7.2</i> Les travaux de terrassement et de raccordement ont lieu en-dehors de la période allant du 1 ^{er} mars au 15 juillet pour éviter les éventuels cas d'abandon et de destruction de nichées. Cette période pourra être adaptée après le passage d'un écologue pour valider le non-dérangement de l'avifaune nicheuse, sur les zones de travaux programmés.
Constats Dans le cadre du suivi du chantier de construction du parc, et en prévision de travaux d'« élagage raisonné » d'arbres pour permettre l'accès aux engins de chantier et de transport des éoliennes, l'écologue a effectué une visite le 26 février 2026. Celle-ci était destinée à vérifier la présence ou l'absence d'indice de reproduction d'oiseaux au sein des arbres le long des routes et des accès aux plateformes des éoliennes. Dans son rapport (non daté), l'écologue conclut que « [c]ertaines espèces, notamment les oiseaux sédentaires, ont débuté leur période de nidification (mâles chanteurs, défense de territoire etc.). » Il note que « la majorité des oiseaux chanteurs a été entendue au sein des boisements et des haies arborées à proximité des routes et des accès » mais qu'« une faible activité a [toutefois] été observée au sein des arbres ciblés par l'élagage raisonné. » Il recommande néanmoins de « réaliser la mesure d'élagage au plus vite, dans les trois ou quatre jours maximum, afin de garantir un impact faible. » Il donne enfin des préconisations pour un élagage raisonné et la conservation des huppier. Lors de cette inspection, il est constaté que l'élagage de chênes a été réalisé. Il est noté, sur plusieurs arbres, la section importante de branches tronçonnées, le huppier d'arbres non conservé et la silhouette squelettique de l'un d'entre-eux (cf. photographies ci-après).



Arbres élagués (à gauche et au centre) près de l'éolienne E1 ; (à droite) près de l'éolienne E2

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat

Il est demandé à l'exploitant, **sous 15 jours**, de

- communiquer la(les) date(s) des opérations d'élagage des arbres
- d'évaluer les conséquences sur l'intégrité (santé, longévité) des chênes fortement élagués.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 15 jours